AUTORITE SUPERIEURE DE CONTROLE D'ETAT ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

RAPPORT DE SYNTHESE DE L'AUDIT/INVESTIGATIONS DE LA PRESIDENCE DU FASO, DU PREMIER MINISTERE ET DES MINISTERES (GESTION 2017)

Période d'intervention

1er février au 31 mars 2018 CONFIDENTIEL

Liste des Abréviations /acronymes

ASCE-LC : Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption

DAAF : Direction des Affaires Administratives et Financières/Directeur des Affaires Administratives et

Financières

DAF : Direction de l'Administration et des Finances/Directeur de l'Administration et des Finances

MEA : Ministère de l'Eau et de l'Assainissement

MINEFID : Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
 MAAH : Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques

MAEC-BE : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur

MATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

MCAT : Ministère de la Culture, Art et du Tourisme

MCIA : Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

MCRP : Ministère de la Communication et des Relations avec le ParlementMDENP : Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes

MDNAC : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants

ME : Ministère de l'Energie

MENA : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation

MESRSI : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

MFSNF : Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille

MFPTPS : Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale

MINFRA : Ministère des Infrastructures

MJFIP : Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle

MJPDH : Ministère de la Justice de la Promotion des Droits Humains

MMC : Ministère des Mines et des Carrières

MRAH : Ministère des ressources animales et Halieutiques

MS : Ministère de la Santé

M.SECU : Ministère de la Sécurité

MSL : Ministère des Sports et des Loisirs

MTMUSR : Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière

MUH : Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

PF : Présidence du Faso
PM : Premier Ministère

PPM : Plan de Passation des marchés

SGG-CM : Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres

Liste des tableaux

Tableau 1 : Situation de la commande publique par procédure de passation et par structure	10
Tableau 2 : Situation agrégée de la commande publique par procédure de passation	12
Tableau 3 : Poids du montant total de chaque procédure par rapport aux commandes totales	12
Tableau 4 : Situation des comptes de dépôts	17
Tableau 5 : Situation des régies d'avances	22
Tableau 6 : Situation du carburant et lubrifiants	28

Liste des figures

Graphique 1	: Irrégularités dans la commande publique	13
orapiiiquo =		0
Graphique 2	: Comparaison des procédures dans la commande publique de 2016 et 2017	15
Graphique 3	: Irrégularités dans la gestion des comptes de dépôts	18
Graphique 4	: Comparaison des irrégularités de 2015 et 2016	19
Graphique 5	: Irrégularités dans la gestion des régies d'avances	23
Graphique 6	: Comparaison des irrégularités dans la gestion des régies d'avances de 2016 et 2017	25
Graphique 7	: Consommations irrégulières de carburant et lubrifiants	30
Graphique 8	: Comparaison des consommations irrégulières 2016 et 2017	30

Table des matières

INTRO	DUCTION	е
Cont	exte de la mission	6
Obje	ectif général	6
Chan	mp de la mission	ε
I.	RESULTATS DU CONTRÔLE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	8
II.	RESULTATS DU CONTRÔLE DES COMPTES DE DEPÔTS	16
III.	RESULTATS DU CONTRÔLE DES REGIES D'AVANCES	21
IV.	RESULTATS DU CONTROLE DU CARBURANT ET LUBRIFIANTS	27
CONCL	USTON	35

INTRODUCTION

Contexte de la mission

En 2016, l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), à la demande du Gouvernement de la Transition et de celui issu des élections de novembre 2015, a réalisé l'audit de la gestion 2015 du Premier ministère et des autres ministères. Cet exercice a été positivement apprécié par le Gouvernement et les Partenaires au développement qui ont souhaité qu'il soit reconduit annuellement.

Par ailleurs, dans le cadre de l'appui budgétaire de l'union européenne dénommé « contrat de bonne gouvernance et de développement du Burkina Faso » prévu pour s'exécuter sur la période 2017-2020, des mesures préalables au décaissement ont été arrêtées. L'une de ces mesures, est la réalisation de l'audit de la gestion de l'année n-1 du Gouvernement.

L'ASCE-LC en tant que structure chargée du contrôle et de la lutte contre la corruption a été chargée de la mise en œuvre de cette mesure.

C'est ainsi que, vingt-quatre (24) équipes d'auditeurs ont ainsi été constituées en 2018 par l'ASCE-LC pour réaliser la mission d'audit de la gestion de 2017 du Gouvernement.

Cette mission s'est déroulée du 1er février au 31 mars 2018.

Objectif général

L'objectif général est de mener des audits sur la gestion financière et comptable exercice 2017 de la Présidence du Faso, du Premier ministère et des départements ministériels, sur la période de gestion allant du 1er janvier au 31 décembre 2017 et de situer, le cas échéant, les responsabilités.

Champ de la mission

1. Champ fonctionnel

1.1. Structures à auditer :

Présidence du Faso, Premier Ministère et départements ministériels notamment les DAAF/DAF.

1.2. Domaines à auditer :

- les commandes publiques ;
- les comptes de dépôt ;
- les régies d'avances ;
- le carburant et les lubrifiants.

Le présent rapport de synthèse est le résultat de l'exploitation de 28 rapports produits par les équipes de contrôle et d'audit et s'articule autour des points suivants :

- I. LES RESULTATS DU CONTRÔLE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
- II. LES RESULTATS DU CONTRÔLE DES COMPTES DE DEPÔTS
- III. LES RESULTATS DU CONTRÔLE DES REGIES D'AVANCES
- IV. LES RESULTATS DU CONTRÔLE DES CAISSES DE MENUES DEPENSES
- V. LES RESULTATS DU CONTRÔLE DE LA GESTION DU CARBURANT ET DES LUBRIFIANTS

I. RESULTATS DU CONTRÔLE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

La commande publique est régie par la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant règlementation générale de la commande publique, son décret d'application n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ainsi que les arrêtés relatifs à ladite commande.

Les objectifs visés par les vérifications étaient les suivants :

- s'assurer que les marchés ont fait l'objet de planification appropriée;
- s'assurer que le processus de passation des marchés est conforme à la réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;
- s'assurer de la bonne exécution financière des marchés.

Les résultats de ces contrôles sont présentés dans les tableaux et graphiques ci-après :

Tableau 1 : Situation de la commande publique par procédure de passation et par structure

Tableau 1.1 Nombre de commandes publiques par procédure de passation et par structure

Ministère	ententes directes	appels d'offres restreints	appels d'offres ouverts	demandes de propositions	demandes de prix	demandes de propositions allégées	demande de cotation	consultations de consultants	Total
ME	18		19	11	2		13		63
MESRSI	25		9	6	4	3	67	6	120
MSECU	11	1	36		7		77	7	139
MAEC-BE	11		4		10		22		47
SGG-CM	2				3		12		17
PF	21	4	5		5		2		37
MJFIP	5		5	1	5		12	1	29
MFSNF	10		3		3		13		29
MFPTPS	46		10	1	16		53	2	128
MJDHPC	9	1	15	8	14		15		62
MRAH	25		10		23		39	1	98
MCAT	13		6		18		27		64
MENA	138	1	45	14	38	4	570	9	819
MINEFID	26	4	60	3	27		21		141
MUH	14		28	22	13		77	4	158
PM	48	1	6	1	6		25		87
MDNAC	6	7	28	1	13		3		58
MMC	3				6		15		24
MCIA	12	2		2	8	1	93	1	119
MATD	80		32	5	12		430	3	562
MAAH	38	3	20	1	4		6		72
MSL	17	9	3	4	2	3	14	1	53
MCRP	45	40			6				91
MTMUSR	7		2	1	13		23	7	53
MS	83		25	16	7		69		200
MDENP	9	35	10	7	6				67
MEA	63		45	26	47	6	139	7	333
MI	55		25	3	3		4		90
Total	840	108	451	133	321	17	1 841	49	3 760

Tableau 1.2 : Montants des commandes publiques par procédure de passation et par structure

Ministère	Ententes directes	Appels d'offres restreints	Appels d'offres ouverts	Demandes de propositions	Demandes de prix	Demandes de propositions allégées	Demande de cotation	Consultations de consultants	Total
ME	7 430 853 460		6 416 670 368	724 354 624	18 262 304		55 103 544		14 645 244 300
MESRSI	297 241 366		18 116 564 255	678 209 224	80 141 801	9 961 253	233 153 843	9 890 000	19 425 161 742
MSECU	3 717 126 739	841 450 502	19 735 019 086		120 168 186		373 627 590	233 075 095	25 020 467 198
MAEC-BE	407 428 183		233 019 426		207 267 928		167 496 288		1 015 211 825
SGG-CM	64 243 000				29 568 109		43 662 163		137 473 272
PF	2 782 951 917	214 203 000	76 579 640		67 677 248		16 822 755		3 158 234 560
MJFIP	575 543 203		537 392 763	366 614 900	31 977 060		32 306 580		1 543 834 506
MFSNF	650 166 417		201 500 000		82 021 470		108 435 980		1 042 123 867
MFPTPS	1 707 380 466		262 834 000	440 358 000	196 964 366		153 741 722	18 190 000	2 779 468 554
MJDHPC	663 707 163	84 523 400	8 683 511 512	384 798 725	257 273 854		51 450 672		10 125 265 326
MRAH	2 700 747 290		7 478 155 022		4 448 615 968		187 727 957	6 769 000	14 822 015 237
MCAT	304 613 810		362 530 685		331 558 781		131 954 755		1 130 658 031
MENA	5 243 830 498	215 000 000	14 308 397 881	28 200 016 804	878 355 000	87 000 000	1 632 042 654	82 184 550	50 646 827 387
MINEFID	7 569 775 081	406 150 690	3 636 187 068	98 257 085	476 064 795		60 427 292		12 246 862 011
MUH	515 532 886		3 634 167 056	0	310 114 993		512 436 206		4 972 251 141
PM	423 300 632	34 275 224	171 581 300	23 500 000	45 106 360		87 579 004		785 342 520
MDNAC	859 086 000	1 282 150 000	2 102 646 562	6 000 000	172 056 542		11 689 000		4 433 628 104
MMC	50 120 000				60 534 849		66 582 129		177 236 978
MCIA	136 040 923	520 000 000		30 000 000	132 154 108	19 710 000	162 253 819	9 000 000	1 009 158 850
MATD	3 233 101 632		2 607 315 258	139 371 511	179 761 528		899 582 846	11 750 000	7 070 882 775
MAAH	9 374 490 822	231 308 100	843 165 023	350 460 000	148 272 003		28 810 654		10 976 506 602
MSL	659 053 680	1 799 215 866	387 458 965	113 919 834	23 032 420	40 902 346	39 476 936	1 400 000	3 064 460 047
MCRP	186 116 683	119 911 745			71 718 298				377 746 726
MTMUSR	174 821 070		433 127 311	38 052 612	133 589 110		109 263 734	25 573 611	914 427 448
MS	49 603 286 875		15 319 407 105	10 834 882 183	99 991 495		349 245 469		76 206 813 127
MDENP	147 665 721	127 369 941	321 689 754	534 565 637	52 707 293				1 183 998 346
MEA	9 745 123 259		36 081 460 600	12 992 485 400	1 278 050 000	120518000	657 546 500	39 530 000	60 914 713 759

Gré à gré sans le carburant 128 23		128 238 060 342							
Total	139 424 442 700	5 875 558 468	157 832 546 209	56 832 432 018	9 978 843 832	278 091 599	6 195 980 685	437 362 256	376 855 257 767
MI	30 201 093 924		15 882 165 569	876 585 479	45 837 963		23 560 593		47 029 243 528
Ministère	Ententes directes	Appels d'offres restreints	Appels d'offres ouverts	Demandes de propositions	Demandes de prix	Demandes de propositions allégées	Demande de cotation	Consultations de consultants	Total

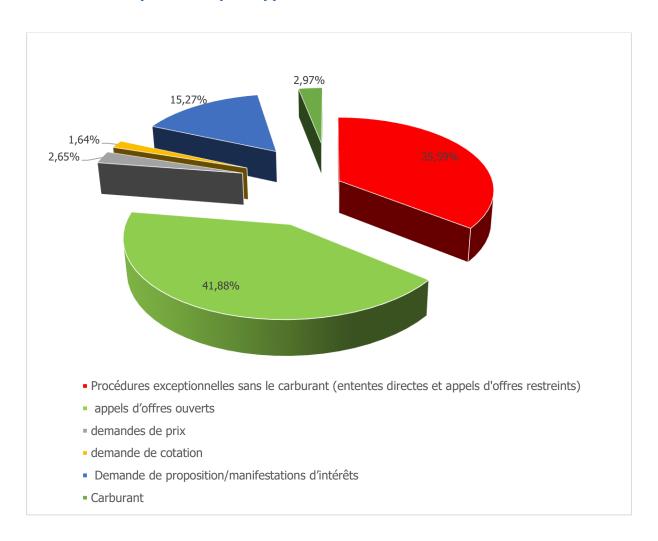
Tableau 2 : Situation agrégée de la commande publique par procédure de passation

Procédures exceptionnelles sans le carburant (ententes directes et appels d'offres restreints)		demandes de prix	demande de cotation	Demande de proposition/manifestations d'intérêts	Carburant
134 113 618 810	157 832 546 209	9 978 843 832	6 195 980 685	57 547 885 873	11 186 382 358

Tableau 3 : Poids du montant total de chaque procédure par rapport aux commandes totales

Procédures exceptionnelles sans le carburant (ententes directes et appels d'offres restreints)	appels d'offres ouverts	demandes de prix	demande de cotation	Demande de proposition/manifestations d'intérêts	Carburant
35,59%	41,88%	2,65%	1,64%	15,27%	2,97%

Graphique 1 : Représentation graphique du poids du montant total de chaque procédure par rapport aux commandes totales



Commentaires

3 760 commandes publiques d'un montant de **376 855 257 767** FCFA ont été examinées. Le recours aux procédures exceptionnelles (Ententes Directes et Appels d'Offres Restreints) concerne 948 contrats pour un montant de **145 300 001 168** y compris **11 186 382 358 FCFA** de carburant dont l'acquisition par entente directe est autorisée par les textes (*article 71 nouveau : du décret 123 – 2012 du 02 mars 2012 et arrêté 77-2017/MINEFID/CAB du 13mars 2017*). Il en résulte que le montant réel de la commande publique par les procédures exceptionnelles est de **134 113 618 810 FCFA** soit 35,59% du montant total des commandes publiques passées pendant la période sous revue contre un taux de 15,46 % en 2016. Ce taux de **35,59%** % est loin de la norme UEMOA qui est de **15%**.

Cette explosion de la commande par les procédures exceptionnelles s'explique en grande partie par les commandes par les procédures par entente directe (gré à gré) des ministères éligibles aux dispositions du décret n°2017-0617 du 14 juillet 2017 portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des

marchés publics et délégation de service public dans la mise en œuvre des projets et programmes d'investissement pour **une période de six(6) mois** à compter de la date de signature dudit décret.

Il s'agit des ministères chargés de la santé, des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation, de l'agriculture, de l'eau, de l'enseignement supérieur et de l'humanitaire.

La situation des commandes autorisées par entente directe de ces ministères est récapitulée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Situation des commandes autorisées par entente directe

Ministère	Nbre de gré à gré exécutés en 2017	Autorisation d'engagement 2017 de commandes par gré à gré	Commandes exécutées par gré à gré en 2017	Ecart autorisation- exécution
MS	83	16 458 033 375	49 603 286 875	-33 145 253 500
MI	55	150 278 293 000	30 201 093 924	120 077 199 076
MEA	63	1 478 071 000	9 745 123 259	-8 267 052 259
MAAH	38	1 877 756 000	9 374 490 822	-7 496 734 822
ME	18	10 654 600 000	7 430 853 460	3 223 746 540
MENA	138	1 927 620 000	5 243 830 498	-3 316 210 498
MFSNF	10	891 111 000	650 166 417	240 944 583
TOTAL	405	183 565 484 375	112 248 845 255	71 316 639 120

Commentaires

Il convient de relever que le montant global des autorisations de commande par entente directe selon le décret n°2017-0617 du 14 juillet 2017 ci-dessus cité s'élevait à 183 565 484 375 FCFA.

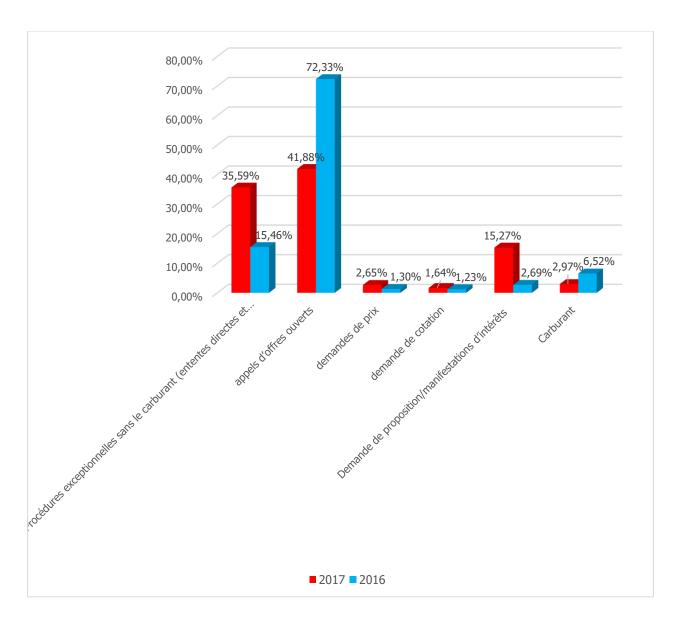
En 2017, les ministères éligibles audit décret ont occupé à eux seuls 80,51% du montant total des marchés exécutés par entente directe par tous les ministères, le Premier ministère et la Présidence du Faso (soit 112 248 845 255FCFA) contre 67,65% en 2016 (soit 20 466 926 191 FCFA).

Il est à noter que les ministères chargés de la santé, de l'eau, de l'agriculture et de l'éducation ont dépassé dans l'exécution le montant autorisé de leurs commandes par entente directe.

Par contre, les ministères chargés des infrastructures, de l'énergie et de l'humanitaire ont quant à eux, consommé leurs crédits en deçà de leurs montants des commandes par entente directe autorisés.

La comparaison entre 2016 et 2017 des procédures (entente directe, appels d'offres restreints, demande de cotation, appel d'offres ouvert, demande de proposition, demande prix) est illustrée par le graphique ci-après :

Graphique 2 : Comparaison des procédures de passation de la commande publique de 2016 et de 2017



Commentaires

On note en 2017 un net recul des commandes par appel d'offres ouvert (41,88% en 2017 contre 72,33 % en 2016 soit une baisse de 30,45%) au profit des commandes par les procédures exceptionnelles (35,59% en 2017 contre 15,45 % en 2016 soit une hausse de 20,13%). Cette situation traduit une aversion de la mise en concurrence qui est pourtant garante de transparence et d'efficience dans les commandes publiques, quand elles sont bien menées.

L'ASCE-LC recommande au Gouvernement d'observer plus de prudence dans l'exécution des projets et programmes d'investissements à travers la procédure par entente directe et à privilégier la commande par la mise en concurrence qui doit permettre d'avoir les meilleures garanties en terme d'efficience de la commande publique et de satisfaction des populations.

II. RESULTATS DU CONTRÔLE DES COMPTES DE DEPÔTS

Les objectifs de vérification étaient les suivants :

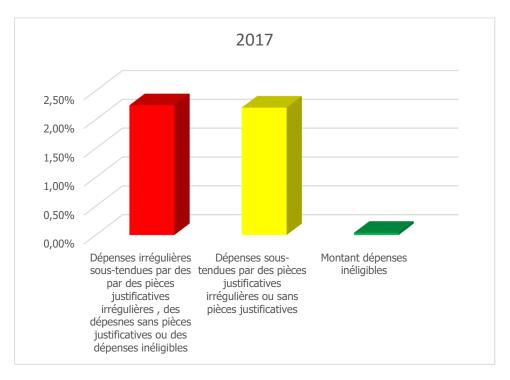
- s'assurer que les opérations sont sous-tendues par des pièces justificatives régulières ;
- s'assurer que les opérations de dépenses sont régulières.

Les résultats des contrôles effectués sont présentés dans les tableaux et graphiques ci-après :

Tableau 5 : Situation des comptes de dépôts

N°	Ministère		Comptes de dépôt	s vérifiés	pièces justificati	s-tendues par des ves irrégulières ou justificatives	Dépenses irrégulières	Total des dépenses irrégulières (A)+(B)
		Nombre	Montant en	Montant en	Montant en	Montant en	Montant dépenses	irregulieres (A)+(B)
			recettes	dépenses	recettes	dépenses (A)	inéligibles (B)	
1	ME	6	110 876 573	91 719 644	0	165 000	0	165 000
2	MESRSI	1	713 724 740	655 488 325				0
3	MSECU	3	19 785 920 961	15 176 825 265				0
4	MAEC-BE	4	1 118 243 699	940 942 052		115 918 639		115 918 639
6	PF	6	11 766 545 289	8 704 709 187	108 834 950	373 204 717	28 272 375	401 477 092
7	MJFIP	1	4 099 832 400	3 138 677 998				0
8	MFSNF	2	1 385 969 952	1 042 405 255			14 950 000	14 950 000
9	MFPTPS	2	357 878 554	157 609 040		1 032 000		1 032 000
10	MJDHPC	5	1 901 709 986	1 642 269 113		70 000		70 000
11	MRAH	7	4 768 246 241	2 621 576 487		170 480 684		170 480 684
12	MCAT	3	2 789 399 387	2 692 761 345		478 284 998		478 284 998
13	MENA	1	6 164 729 187	5 990 153 738		1 887 459 130		1 887 459 130
14	MINEFID	1	37 566 927 613	9 582 284 566	0	7 897 700		7 897 700
15	MUH	3	5 783 822 951	2 282 024 750			726 000	726 000
16	PM	6	2 020 009 246	578 242 043			21 850 000	21 850 000
17	MDNAC	8	106 942 052 649	123 898 645 069		1 964 542 991		1 964 542 991
18	MMC	1	42 620 000	42 620 000				0
19	MCIA	2	442 714 603	318 759 481		1 057 900		1 057 900
20	MATD	9	10 331 319 955	8 580 207 279		15 120 900	2 429 600	17 550 500
21	MAAH	2	15 206 289 346	6 737 222 135	3 539 107 609	13 117 600	4 121 000	17 238 600
22	MSL	2	5 396 298 522	5 876 883 270	0	3 969 000	0	3 969 000
23	MCRP	1	532 504 903	490 313 012	38 775 830	21 967 080	25 902 000	47 869 080
24	MTMUSR	1	77 215 000	64 624 400		25 000		25 000
25	MS	4	42 604 809 596	42 477 839 698	0	230 626 650	0	230 626 650
26	MDENP	3	1 709 389 507	1 257 480 022				4 238 800
27	MEA	6	7 922 149 308	6 699 447 680		275 356 184		275 356 184
28	MI	2	7 241 361 402	205 551 822	0	613 000		613 000
	Total	92	298 705 346 570	251 882 658 276	3 686 718 389	5 560 909 173	98 250 975	5 663 398 948

Graphique 3 : Histogramme des irrégularités constatées dans la gestion des comptes de dépôts en 2017



Commentaires

En 2017, sur 251 882 658 276FCFA de dépenses contrôlées sur les comptes de dépôt, **5 663 398 948** FCFA sont des dépenses irrégulières dont **98 250 975 FCFA** de dépenses inéligibles.

L'ensemble des dépenses irrégulières, d'un montant de **5 663 398 948** FCFA en 2017, représentent **2,25%** des dépenses totales en 2017.

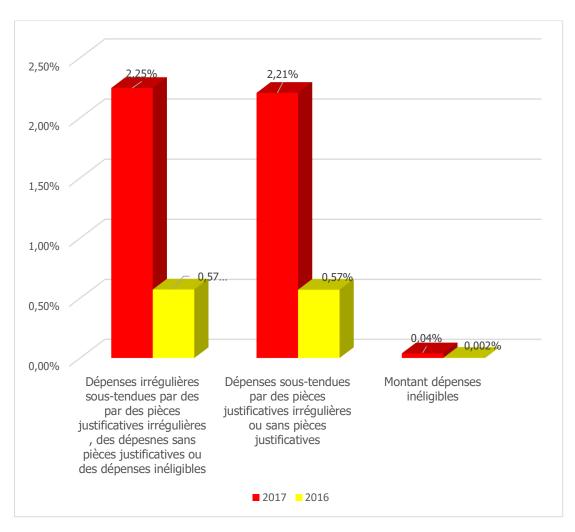
De manière restrictive à l'intérieur des dépenses irrégulières totales, les dépenses soustendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives, d'un montant de 5 560 909 173 FCFA en 2017, représentent 2,21% des dépenses totales en 2017 et 98,2% des dépenses totales irrégulières en 2017.

Quant aux dépenses inéligibles d'un montant de 98 250 975 FCFA, elles représentent en 2017 un poids de **0,04%** par rapport aux dépenses totales.

Cette situation traduit un retour au non-respect des procédures de dépenses et l'exécution de dépenses irrégulières et de dépenses inéligibles qui sont sources de malversations diverses, toutes choses qui **appellent à plus de rigueur dans l'exécution des dépenses publiques sur les comptes de dépôt** dont la norme de bonne gestion est l'inexistence de dépenses irrégulières, qu'elles soient sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives ou qu'elles soient inéligibles.

Il convient de relever que les têtes de file des ministères dans l'exécution des dépenses irrégulières sur les comptes de dépôt de fonds sont le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants (MDNAC) et le Ministère de l'Enseignement National et de l'Alphabétisation (MENA).

Graphique 4 : Comparaison des irrégularités de 2016 et 2017 constatées dans la gestion des comptes de dépôts



Commentaires

Sur 251 882 658 276 FCFA de dépenses contrôlées à travers l'examen de 92 comptes de dépôt, la comparaison entre 2016 et 2017 du poids des dépenses sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives et du poids des dépenses inéligibles sur les dépenses totales fait apparaître des hausses de façon générale.

En effet, l'ensemble des dépenses irrégulières, d'un montant de **5 663 398 948** FCFA, représentent **2,25%** des dépenses totales en 2017. Ce poids était de **0,57%** en 2016 et traduit une hausse du poids des dépenses irrégulières de **1,68 point par rapport à 2016**.

De manière restrictive à l'intérieur des dépenses irrégulières totales, les dépenses soustendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives, d'un montant de 5 560 909 173 FCFA, représentent 2,21% des dépenses totales en 2017 contre 0,57% en 2016 (soit une hausse de 1,64 point par rapport à 2016) et 98,2% des dépenses totales irrégulières en 2017 contre 99,68 % en 2016 (soit une baisse de 1,48 point par rapport à 2016).

Quant aux dépenses inéligibles d'un montant de **98 250 975 FCFA**, elles représentent en 2017 un poids de **0,04%** sur les dépenses totales contre un poids de **0,002%** en 2016 d'où

une hausse de **0,038** point en 2017. Par ailleurs, elles représentant un poids de **1,73 %** sur l'ensemble des dépenses irrégulières en 2017 contre un poids de **0,32 %** en 2016 soit une hausse en 2017 du poids de dépenses inéligibles par rapport aux dépenses irrégulières de **1,41** point.

Cette comparaison traduit le non-respect de la réglementation en matière de dépenses publiques. Des efforts devront être observés pour atteindre le strict respect des procédures en matière d'exécution de dépenses par tous les acteurs concernés.

Aussi l'ASCE-LC réitère-t-elle avec insistance et plus de force la recommandation émise à l'endroit des responsables concernés à l'occasion de l'audit de la gestion 2016, à savoir: observer plus de rigueur dans le respect des procédures d'exécution des dépenses publiques, d'acquisition des biens et services, la production des pièces justificatives de dépenses et le suivi et le contrôle régulier des comptes de dépôt.

III. RESULTATS DU CONTRÔLE DES REGIES D'AVANCES

Les objectifs de vérifications étaient les suivants :

- s'assurer que les opérations sont sous-tendues par des pièces justificatives régulières,
- s'assurer que les opérations de dépenses sont régulières.

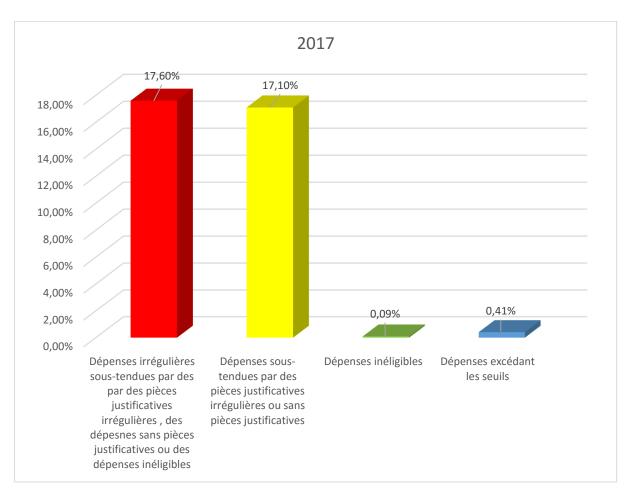
Les résultats de ces contrôles sont présentés dans les tableaux et graphiques ci-après :

Tableau 6 : Situation des régies d'avances

			RA vérifié	es		es par des pièces justificatives ans pièces justificatives	Dépenses i	rrégulières	Total des dépenses
N°	Ministère	Nom bre	Montant en recettes	Montant en dépenses	Montant en recettes	Montant en dépenses (A)	Montant dépenses inéligibles (B)	Montant dépenses excédant les seuils (C)	irrégulières (A)+(B)+(C)
1	ME	1	282 212 802	279 598 420	0	1 564 500			1 564 500
2	MESRSI	1	332 854 344	332 854 344		50 000	2 890 000		2 940 000
3	MSECU	1	272 442 611	257 934 300					0
4	MAEC-BE	1	1 119 226 316	1 119 064 314		464 000	3 292 500		3 756 500
5	SGG-CM	1	55 719 150	52 617 100		14 797 500	1 495 000		16 292 500
6	PF	1	166 437 219	162 803 664		3 715 500			3 715 500
7	MJFIP	1	309 682 648	193 107 471					0
8	MFSNF	1	206 195 800	188 669 499		1 316 750	3 411 216	52 676 389	57 404 355
9	MFPTPS	2	2 311 737 160	2 127 043 440		153 307 072	805 000		154 112 072
10	MJDHPC	4	689 756 141	671 702 526		2 700 500			2 700 500
11	MRAH	1	146 497 245	145 247 413		66 000			66 000
12	MCAT	1	35 426 333	35 265 008			1 760 000		1 760 000
13	MENA	2	12 512 307 402	11 581 089 583	0	3 312 990 234			3 312 990 234
14	MINEFID	3	435 551 382	435 551 382		3 360 000			3 360 000
15	MUH	2	393 002 977	383 000 734		230 000	4 251 300		4 481 300
16	PM	1	38 880 800	38 840 300					0
17	MCIA	1	179 076 810	177 030 710					0
18	MATD	2	535 570 311	470 871 137		39 350	2 364 850		2 404 200
19	MAAH	1	56 771 048	56 771 048		44 000			44 000
20	MSL	1	43 992 657	43 788 986		486 290			486 290
21	MCRP	1	100 197 900	94 077 600	40 902 000	542 000		37 086 100	37 628 100
22	MTMUSR	1	52 421 200	51 084 000		175 000			175 000
23	MS	4	3 478 466 484	2 786 402 970	0	237 774 250	0	0	237 774 250
24	MEA	1	57 746 270	55 394 625		1 960 000			1 960 000
25	MI	1	161 949 143	161 582 860	-	658500	0	0	658 500
	Total	36	23 921 700 953	21 850 309 434	40 902 000	3 736 241 446	20 269 866	89 762 489	3 846 273 801

^{*} Excepté les dépenses inéligibles et les dépenses excédant les seuils

Graphique 5 : Histogramme des irrégularités constatées dans la gestion des régies d'avances en 2017



Commentaires:

Sur **21 850 309 434** FCFA de dépenses totales contrôlées en 2017 sur les régies d'avances, **3 846 273 801** FCFA sont des dépenses irrégulières dont **20 269 866** FCFA sont des dépenses inéligibles et **89 762 489** FCFA **sont** des dépenses exécutées en dépassement du seuil de dépense autorisé pour l'exécution de dépenses par la régie d'avances.

L'ensemble des dépenses irrégulières, d'un montant de **3 846 273 801** FCFA en 2017, représentent **17,60 %** des dépenses totales en 2017.

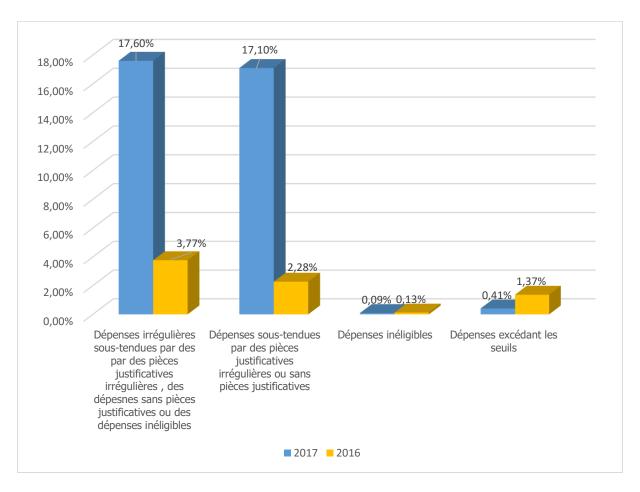
De manière restrictive à l'intérieur des dépenses irrégulières, les dépenses sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives, d'un montant de 3 736 241 446 FCFA en 2017, représentent 17,10 % des dépenses totales en 2017 et 97,17 % des dépenses irrégulières en 2017.

Quant aux dépenses inéligibles d'un montant de **20 269 866** FCFA, elles représentent en 2017 un poids de **0,09 %** sur les dépenses totales.

Par ailleurs, les dépenses dont les montants dépassent le seuil autorisé sont d'un montant de **89 762 489 FCFA en 2017 soit** un poids de **0,41** % sur les dépenses totales de 2017 sur les comptes de dépôt.

Cette situation traduit le non-respect des procédures de dépenses et l'exécution de dépenses irrégulières et de dépenses inéligibles qui sont sources de malversations diverses, toutes choses qui **appellent à plus de rigueur dans l'exécution des dépenses publiques sur les régies d'avance** dont la norme de bonne gestion est l'inexistence de dépenses irrégulières, qu'elle qu'en soit leur forme et leur nature.

Graphique 6 : Comparaison des irrégularités de 2016 et 2017 constatées dans la gestion des régies d'avances



Commentaires:

Sur **21 850 309 434 FCFA** de dépenses de 2017 contrôlées à travers l'examen de **36** régies d'avances, la comparaison du poids des dépenses sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives et du poids des dépenses inéligibles sur les dépenses totales fait apparaître des hausses mais aussi des baisses.

En effet, l'ensemble des dépenses irrégulières, d'un montant de **3 846 273 801 FCFA**, représentent **17,60 %** des dépenses totales en 2017. Ce poids était de **3,77 %** en 2016 et traduit une hausse du poids des dépenses irrégulières sur les dépenses totales de **13,83 points par rapport à 2016**.

De manière restrictive à l'intérieur des dépenses irrégulières totales, les dépenses soustendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives, d'un montant de 3 736 241 446 FCFA, représentent 17,10 % des dépenses totales en 2017 contre 2,28 % en 2016 (soit une hausse du poids de 14,82 points par rapport à 2016) et 97,14 % des dépenses irrégulières en 2017 contre 60,31 % en 2016 (soit une hausse du poids de 36,83 points par rapport à 2016).

Toutefois, on note en 2017 un recul du poids des dépenses inéligibles et celui des dépenses qui ne respectent pas le seuil autorisé pour être exécutées en régies d'avances.

En effet, les dépenses inéligibles d'un montant de **20 269 866 FCFA** représentent un poids de **0,09 %** des dépenses totales en 2017 contre un poids de **0,13 %** en 2016 d'où une baisse de **0,03** point en 2017. Par ailleurs, elles représentent un poids de **0,53 %** par rapport à l'ensemble des dépenses irrégulières en 2017 contre un poids de **3,38 %** en 2016 soit une baisse en 2017 du poids des dépenses inéligibles par rapport aux dépenses irrégulières de **2,85** points.

Aussi, les dépenses qui ne respectent pas le seuil autorisé pour être exécutées en régies d'avances, d'un montant de **89 762 489 FCFA en 2017** représentent **0,41 %** des dépenses totales en 2017 contre **1,37 % en 2016**, d'où un recul **de 0,96** point en 2017.

Cette comparaison, même si elle est édulcorée par de légers reculs des poids des dépenses inéligibles et des dépenses excédant le seuil autorisé, traduit le non-respect de la réglementation en matière de dépenses publiques. Des efforts devront être observés pour atteindre le strict respect des procédures en matière d'exécution des dépenses publiques par tous les acteurs concernés.

Aussi l'ASCE-LC réitère-t-elle avec insistance et plus de force la recommandation émise à l'endroit des responsables concernés à l'occasion de l'audit de la gestion financière 2016 du Gouvernement, à savoir: observer plus de rigueur dans le respect des procédures d'exécution des dépenses publiques et d'acquisition des biens et services au niveau des régies d'avances.

Par ailleurs, l'ASCE-LC invite le Gouvernement à élaborer une procédure plus adéquate pour la réception des services de restauration et de pause-café où des difficultés de réunir les membres de la commission de réception dans le temps et dans l'espace existent et provoquent des difficultés de réception des prestations et de production des procès-verbaux de réception.

IV. RESULTATS DU CONTROLE DU CARBURANT ET LUBRIFIANTS

L'objectif du contrôle de la gestion du carburant et des lubrifiants était de s'assurer de la régularité des opérations d'acquisition et de consommation.

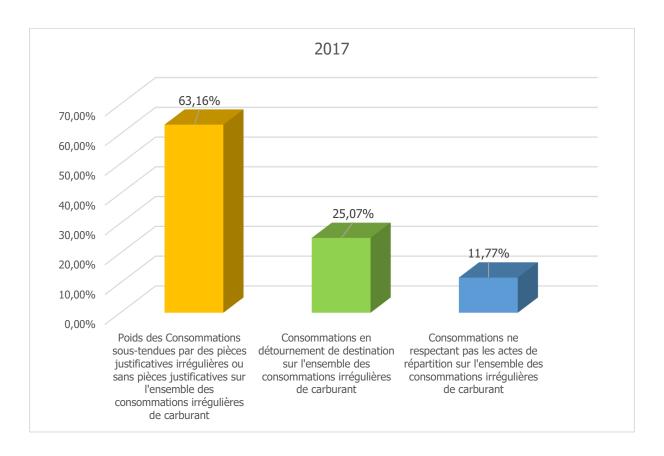
Les résultats de ces contrôles sont présentés dans les tableaux et graphiques ci-après :

Tableau 7 : Situation du carburant et des lubrifiants

		Carburant et lubrifi	iants	Opérations sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives		Autres consomr	Total des consommations	
Ministère	Existence d'acte de répartition valide	Montant des entrées (Solde initial+approvi- sionnement)	Montant des consommations	Montant en approvi- sionnement	Montant en consommation (A)	Montant consommations en détournement de destination (B)	Montant consommations ne respectant pas les actes de répartition (C)	irrégulières (A)+(B)+(C)
ME	OUI	76 391 053	51 504 598	-	10 939 647	-	-	10 939 647
MESRSI	NON	134 791 462	97 350 805			450 000		450 000
MSECU	OUI	2 178 874 938	1 723 334 165					0
MAEC-BE	OUI	99 058 378	89 231 424					0
SGG-CM	OUI	37 297 065	22 270 000		430 000			430 000
PF	NON	320 174 241	304 113 166		235 000			235 000
MJFIP	OUI	215 956 206	113 647 850					0
MFSNF	OUI	206 115 415	195 040 450		36 200 000	50 000 000	29 258 800	115 458 800
MFPTPS	OUI	191 779 138	166 964 210					0
MJDHPC	OUI	302 772 060	298 269 000		71 522 890			71 522 890
MCAT	OUI	197 348 626	197 134 291		89 335			89 335
MENA	OUI	509 764 053	246 597 635		69 785 953			69 785 953
MINEFID	OUI	1 727 541 362	1 512 621 189		0			0
MUH	OUI	167 723 619	162 141 973					0
PM	OUI	118 891 376	95 539 445					0
MMC	NON	67 722 668	63 291 493					0
MCIA	OUI	69 992 056	55 916 832					0

Ministère (Carburant et lubrifiants			Opérations sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives		Autres consommations irrégulières		Total des consommations
	Existence d'acte de répartition valide	Montant des entrées (Solde initial+approvi- sionnement)	Montant des consommations	Montant en approvi- sionnement	Montant en consommation (A)	Montant consommations en détournement de destination (B)	Montant consommations ne respectant pas les actes de répartition (C)	irrégulières (A)+(B)+(C)
MATD	OUI	902 982 823	791 279 900		530 000	18 670 000	3 435 000	22 635 000
MAAH	OUI	1 999 096 086	1 934 022 206					0
MSL	OUI	98 110 621	81 038 951					0
MTMUSR	OUI	97 631 849	70 992 620					0
MS	OUI	208 980 906	155 590 000	0			1 200 000	1 200 000
MDENP	OUI	135 538 474	149 125 603			6 205 000	1 465 000	7 670 000
MEA	OUI	813 569 319	782 910 000					0
MI	OUI	308 278 564	308 229 801					0
Total		11 186 382 358	9 668 157 607	0	189 732 825	75 325 000	35 358 800	300 416 625

Graphique 7 : Histogramme du poids des consommations sous-tendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives, des consommations en détournement de destination et des consommations ne respectant pas les actes de répartition par rapport aux Consommations irrégulières totales de carburant et lubrifiants



Commentaires:

Sur une consommation totale de 9 668 157 607 FCFA en 2017, on note que 300 416 625 FCFA représentent des consommations irrégulières soit **3,11** % de la consommation totale de carburant.

Par ailleurs, sur ces 300 416 625 FCFA de consommations irrégulières, les opérations soustendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives représentent un poids de **63,16** %.

Quant aux consommations en détournement de destination, elles représentent **25,07 %** des consommations irrégulières.

De même, les consommations ne respectant pas les actes de répartition sont de l'ordre de **11,77 %** des consommations irrégulières.

Cette situation d'existence de consommations irrégulières de carburant, preuve d'absence de transparence dans la gestion du carburant et source de risque de gaspillages, de détournements et d'enrichissements illicites, dénote de la faiblesse des textes d'encadrement

de la consommation du carburant et de production des pièces justificatives de consommation de carburant.

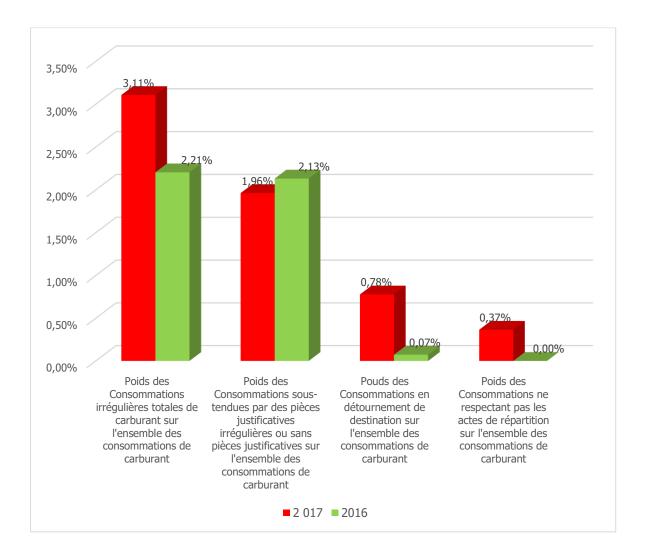
L'ASCE-LC interpelle une fois de plus le Gouvernement dans l'encadrement de la consommation du carburant et ce, à travers la mise en place des éléments suivants :

- la tenue d'un registre de réception et de remise des cartes à puce électronique (TOMCARD, cartes Vivo Energy, etc...);
- la tenue d'un registre de suivi des entrées et sorties du carburant à émarger par tout réceptionniste de carburant ou le chauffeur concerné en cas de sortie de carburant;
- l'autorisation de sortie du carburant par l'émission de bons de sortie du carburant signés par le DAF et le gestionnaire du carburant;
- la justification de la consommation de carburant par des reçus d'achat de carburant émis par la station de pompage de carburant concernée comportant le numéro d'immatriculation du véhicule servi et la date ainsi que par les reçus issus de l'utilisation des cartes à puce électronique;
- la réclamation des ordres de mission visés par les autorités compétentes en cas de mission ;
- la tenue d'un registre de suivi du relevé du niveau du carburant sur le tableau de bord du véhicule à servir et ce, à chaque déplacement, etc...;
- le contrôle hiérarchique permanent et rigoureux de la gestion du carburant.

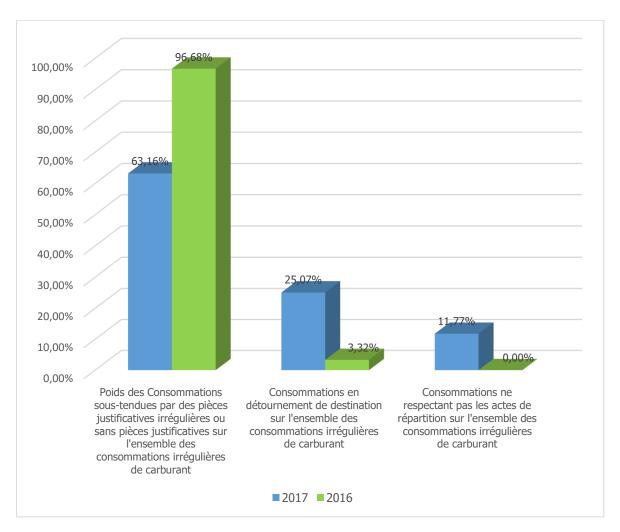
Graphique 8 : Comparaison des consommations irrégulières de carburant et lubrifiants de 2016 et 2017

La comparaison des consommations irrégulières de carburant et lubrifiants de 2016 et 2017 est illustrée par les deux graphiques ci-dessous :

Graphique 8.1



Graphique 8.2



Commentaires

Globalement, la comparaison entre 2017 et 2016 fait apparaître une légère hausse des consommations irrégulières dont le poids par rapport à l'ensemble des consommations de carburant passe de **2,21** % en 2016 à **3,11** % en 2017, soit une hausse en 2017 de **0,90** point.

En effet, sur une consommation totale de 9 668 157 607 FCFA en 2017, on note que 300 416 625 FCFA représentent des consommations irrégulières soit 3,11 % de la consommation totale.

En rappel, en 2016, la consommation totale était de 7 205 818 872 FCFA dont 158 911 108 FCFA représentaient les consommations irrégulières soit 2,21% de la consommation totale.

Par ailleurs, sur ces 300 416 625 FCFA de consommations irrégulières, les opérations soustendues par des pièces justificatives irrégulières ou sans pièces justificatives représentent en 2017 un poids de **63,16%** contre **96,68 %** en 2016, soit **un net recul de 33,53 points en 2017**.

Quant aux consommations en détournement de destination, elles représentent **25,07%** des consommations irrégulières totales en 2017 contre **3,32 %** en 2016 d'où une hausse de **21,75** points.

De même, en 2017, les consommations ne respectant pas les actes de répartition représentent **11,77 %** consommations irrégulières totales contre **0%** en 2016 soit une hausse de **11,77** points.

Ces hausses de consommations irrégulières de carburant reflètent une fois de plus non seulement la faiblesse, voire l'absence de textes d'encadrement de la consommation du carburant et de production des pièces justificatives de consommation de carburant mais aussi l'absence de contrôle hiérarchique rigoureux et la négligence dans la gestion du carburant.

L'ASCE-LC réitère la recommandation ci-dessus dont la mise en œuvre pourrait permettre d'y remédier.

CONCLUSION

L'audit de la gestion 2017 du Gouvernement a permis de relever les forces et surtout des faiblesses des dispositifs de gestion de la commande publique, des comptes de dépôt, des régie d'avances et du carburant et lubrifiants. Des irrégularités récurrentes ont été relevées, notamment dans la gestion des comptes de dépôt, des régies d'avances et du carburant et des lubrifiants.

Par ailleurs, malgré la remarque faite par l'ASCE-LC en 2016 pour favoriser une gestion optimale des ressources publiques et une amélioration de la bonne gouvernance économique, force est de constater que l'utilisation et la gestion des comptes de dépôt, des régies d'avances, du carburant et des lubrifiants se font aux dépens de la procédure normale d'exécution des dépenses, toutes choses qui constituent des risques de non atteinte des objectifs du Gouvernement, de détournement de fonds, de corruption, d'enrichissement illicite, de perte d'image et de l'autorité de l'Etat.

En comparaison des résultats de l'audit de la gestion 2016, ceux de 2017 affichent une nette dégradation des indicateurs en termes d'irrégularités commises comme le montre le tableau ci-dessous :

Domaine	Indicateur 2016	Indicateur 2017	Niveau de dégradation
Commandes publiques Procédures exceptionnelles – Entente directe	15,46%	35,59%	20,13
Comptes de dépôt	0,57%	2,25%	1,68
Régies d'avances	3,77%	17,60%	13,83
Carburant et lubrifiants	2,20	3,11	0,91

Cette dégradation des indicateurs d'une année sur l'autre corrobore la perception d'une augmentation des pratiques de corruption au Burkina Faso entre 2016 et 2017 telle qu'indiquée dans le rapport 2017 du REN-LAC sur l'état de la corruption au Burkina Faso (p.19).

Cette situation est préoccupante car ce laisser-aller à l'inobservance des règles de gestion est la traduction du sentiment, au sein de l'administration, que les pratiques de corruption ne sont pas des opérations à risques du fait du manque de sanctions dissuasives et de l'impunité ambiante. Une reprise en main vigoureuse est indispensable si l'on veut l'atteinte de l'objectif stratégique N°1.1 du PNDES à savoir « Promouvoir la bonne gouvernance politique et administrative».

Par conséquent, dans le souci d'améliorer la gestion financière dans l'administration publique et celle de la commande publique, l'ASCE-LC formule au Gouvernement les recommandations suivantes :

- privilégier la mise en concurrence pour plus de transparence et de gains socioéconomiques dans la commande publique.
- Mettre d'avantage l'accent sur le strict respect des procédures de passation et d'exécution de la commande publique ;
- réduire le nombre de comptes de dépôt de fonds par structure du Gouvernement et encadrer leur utilisation par l'identification des dépenses y éligibles, la clarification des procédures d'acquisition des biens et services acquis et l'exécution des autres dépenses sur ces comptes;
- faire observer plus de rigueur dans l'observation des procédures d'exécution des dépenses effectuées sur les régies d'avances ;
- élaborer une procédure plus adéquate pour la réception des services de restauration et de pause-café;
- élaborer une règlementation uniforme pour la gestion du carburant et des lubrifiants en termes de procédures de leur consommation et de la justification de leur consommation.

Enfin l'ASCE-LC interpelle les plus hautes autorités sur les difficultés rencontrées lors de cet audit :

- les réticences au contrôle, voir les tentatives de se soustraire aux contrôles ;
- le non-respect des délais de production des pièces justificatives ;
- le mauvais archivage des pièces justificatives.